

DOSSIER

CHANGEMENTS CLIMATIQUES CONSÉQUENCES ET MESURES

PP MOUTIER

PAGES 4-5

« **EXTINCTION DES ESPÈCES.**

Comme nous sommes tous connectés,
les êtres humains ne seront pas épargnés
par les conséquences des changements
climatiques. »

DR CHRISTIAN SOM,
WWF SUISSE

Fin novembre, à Paris, les délégations de 195 pays des Nations Unies tenteront de trouver un accord international sur le climat à l'occasion de la vingt-et-unième Conférence sur les changements climatiques, quarante-trois ans après la première conférence de Stockholm. Comme toujours, ces négociations, éminemment politiques, seront complexes, tant les enjeux divergent. Toutefois, la réalité du terrain ne ment pas et elle est chaque année de plus en plus critique.



COP21 : LES ENJEUX DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT

La France accueille dans sa capitale la prochaine Conférence mondiale portant sur les changements climatiques. «Paris Climat 2015», aussi appelée «COP21», doit aboutir à un accord durable pour l'environnement en engageant tous les pays dans une action commune pour limiter le réchauffement climatique. COP21 se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015. Par le passé, ces conférences, bien que pleines d'ambition à l'ouverture, ont abouti sur des pactes minimaux et décevants. Les accords conclus à Lima en 2014 en sont un exemple parfait : entre des promesses non tenues et un fossé qui se creuse entre les états industrialisés et les pays en voie de développement, la méfiance est désormais de mise dans chaque camp.

Les pays du Sud en première ligne du changement climatique

Le changement climatique, dont les causes sont régulièrement débattues dans les médias, a des conséquences dramatiques pour l'homme (déplacements de population, effets sur l'agriculture, sécheresses, inondations, etc.), la flore et la faune (extinction d'espèces).

À Paris, les pays du Sud, plus vulnérables au changement climatique, auront comme enjeu de faire bouger les pays industrialisés

pour mobiliser des moyens financiers. En 2009, à Copenhague, l'engagement avait été pris de rassembler un «Fonds vert» de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 en faveur des pays en développement. Seuls trente milliards environ ont été versés entre 2010 et 2012. En 2014, le «Fonds vert» a tout juste dépassé le cap des 10 milliards de dollars. Il reste donc du chemin à parcourir pour atteindre les objectifs.

Continent le plus concerné, l'Afrique n'a pas le choix et doit trouver des moyens financiers considérables pour s'adapter à un changement climatique dont elle n'est pas la cause. Les délégations africaines devront être très vigilantes à l'engagement financier des pays industrialisés, ainsi qu'aux garanties apportées. De leur point de vue, l'accord doit être contraignant et les moyens financiers démultipliés. Les besoins avaient été évalués entre 7 et 15 milliards de dollars par an. Or, à ce jour, les contributions en faveur du continent oscillent entre 1 et 2 milliards. La réussite de COP21 passe donc par un réel engagement en faveur des pays africains pour obtenir leur adhésion

L'engagement suisse

La Direction de la coopération et du développement (DDC) et le Secrétariat à l'économie (SECO) ont édité un rapport intitulé « La coopération suisse au développement

dans le domaine du changement climatique 2000-2012 ». Ce document évalue dans quelles mesures les interventions de la DDC et du SECO ont atteint les objectifs escomptés. Pour cela, des experts indépendants ont procédé à une analyse portant sur les années 2000 à 2012. Évaluer le portefeuille de projets menés par les deux organismes dans le domaine du changement climatique et sur une aussi longue période fut une tâche ardue. Le rapport conclut sur des interventions aux résultats positifs significatifs.

Via l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), la Suisse a été le premier pays à soumettre sa contribution officielle au Secrétariat de la Convention Climat, en amont des prochains travaux de COP21. Ainsi, le 27 février 2015, la Confédération helvétique indiquait vouloir réduire de 50% ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030, par une réduction de 30% des émissions sur son territoire national et de 20% grâce à des projets de compensation à l'étranger. En sus, la confédération a édité un document intitulé « Position de la Suisse sur un cadre pour un développement durable après 2015 » qui précise la position officielle de la Suisse au sein des débats internationaux sur la définition d'un agenda de développement durable pour l'après-2015 [Lire le bulletin d'information de la FICD n°21, septembre 2013].



Éditorial

Le changement climatique, une réalité qui exerce une influence sur la coopération Nord-Sud

Ce numéro du Bulletin d'information de la FICD est presque totalement consacré à la question du changement climatique. Ce thème est de la plus haute importance pour l'avenir de la planète et de ses habitants : réchauffement général, fonte des glaces, élévation du niveau des mers, accroissement des extrêmes climatiques (canicules notamment) en sont quelques symptômes mesurables aujourd'hui déjà. Si rien n'est entrepris pour atténuer le phénomène, les conditions de vie d'une partie importante de la population du globe changeront de manière drastique, notamment en raison de modifications profondes des conditions de la production agricole.

Les plus touchées seront les populations aujourd'hui déjà précarisées, notamment les communautés rurales pauvres, qui vivent pour une bonne part d'agriculture de subsistance et qui devront s'adapter à des saisons sèches plus longues, à des précipitations en diminution, mais peut-être plus violentes, et à des températures maximales en hausse.

Même si de nombreux pays font de la lutte contre le changement climatique

un thème politique prioritaire, même si les conférences internationales se succèdent dans le but de coordonner les efforts, force est de constater que les pays du Nord et les pays émergents, les plus grands contributeurs à l'émission de gaz à effet de serre, ne cherchent pas des solutions chez eux seulement mais essaient d'exporter le problème. Pour maintenir un mode de vie largement basé sur la consommation d'énergie fossile, il est en effet tentant de monter des opérations visant à compenser les émissions locales par des contributions financières à des pays du Sud pour accroître les puits de carbone dans ces régions. Des montants considérables, se chiffrant en dizaines de milliards de dollars, sont d'ores et déjà réservés dans ce but. Une partie de ces sommes pourrait être prélevée, à l'avenir, dans les budgets de la coopération au développement. Un comble, qui donne une mesure de l'égoïsme ambiant sur le plan international !

Aujourd'hui, tous les programmes de coopération placent la lutte contre le réchauffement climatique parmi les priorités. Les domaines de l'agriculture et de la foresterie sont particulièrement concernés et pourraient bénéficier d'une partie notable des sommes annoncées. Accorder une plus grande place à l'agroforesterie, par exemple, ou à la lutte contre la déforestation et la dégradation des massifs forestiers tropicaux est certes louable et va incontestablement dans le bon sens, mais à deux conditions : d'une part que ces contributions ne permettent pas aux pays du Nord et aux pays émergents de continuer impunément à polluer l'atmosphère, d'autre part que les considérables flux financiers annoncés arrivent à leurs véritables destinataires : les populations rurales, auxquelles de grands efforts seront demandés. Sur ces deux plans, force est de constater que l'on est encore loin du compte ●

En revanche, d'un point de vue financier, la Suisse a précisé qu'elle décompterait sa propre contribution en faveur du climat dans les pays du Sud – entre un demi-milliard et 850 millions de francs – de son budget alloué à l'aide au développement. Un procédé qui fait débat entre les six principales œuvres d'entraide suisses, réunies au sein d'Alliance Sud, et la direction de l'Office fédéral de l'environnement. Les premiers estiment inconcevable de mettre en concurrence les projets « classiques », liés à l'aide au développement (alimentation, formation, santé), et ceux liés au climat. Du côté de la Confédération, on indique que le climat devient un enjeu de solidarité internationale et que, par conséquent, il s'agit d'une réorientation stratégique de l'Aide publique au développement (APD). La Confédération ajoute que, par une augmentation graduelle des sommes allouées, le budget de l'APD devrait atteindre le seuil de 0.5 % du revenu national brut (RNB) en 2015.

Les enjeux environnementaux à la FICD

La Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD) n'a pas établi de priorités pour les thèmes d'intervention des projets auxquels elle apporte sa contribution. Toutefois, sur les trente projets passés entre les mains des experts de sa Commission technique, plusieurs d'entre eux proposent des volets environnementaux qui participent directement ou indirectement à atténuer les effets du changement climatique. Ces dossiers, très pointus, concernent notamment des actions de reboisement destinés à réhabiliter des cours d'eau asséchés, de préservation de forêts primaires, de construction de fours

solaires ou encore des programmes de formation en faveur d'une agriculture durable.

Malgré toutes les difficultés, ces projets, portés par des hommes et des femmes obstinés, ont pour objectifs communs d'améliorer les conditions de vie des populations du Sud et de protéger la faune et la flore. Formulons le vœu que toutes les actions entreprises par les ONG's puissent inspirer les délégations internationales de COP21 au moment de conclure un véritable accord, durable et profitable pour tous. Et gardons l'espoir que ces promesses soient, cette fois, tenues ●

BRUCE RENNES

CHARGÉ DE PROJETS, FICD
www.ficd.ch

JEAN-PIERRE SORG

MEMBRE DE LA COMMISSION
TECHNIQUE DE LA FICD
www.ficd.ch

ENTRETIEN : D^R CHRISTIAN SOM, SENIOR MANAGER CLIMATE & BUSINESS, WWF SUISSE

LE D^R CHRISTIAN SOM est biologiste et travaille depuis plus de 10 ans pour le WWF Suisse. Il est spécialiste des interactions entre consommation, économie et environnement.

Dans sa fonction, il élabore des programmes et des projets avec des entreprises afin de les aider à réduire leur impact sur l'environnement et à contribuer à la préservation de la biodiversité.



«Le WWF ne mesure pas sa performance uniquement en termes d'objectifs stratégiques, mais aussi en termes de projets. Car seul un travail ciblé orienté dans ce sens peut lui permettre de réaliser son but.»

Quels sont les types de projets menés par le WWF dans les pays du Sud ?

Le WWF agit de manière globale, également dans les pays du Sud, dans les domaines suivants : **Protection des espèces** - Le WWF protège le règne animal en luttant notamment contre le braconnage, la destruction

des habitats et les conflits avec les hommes. **Conservation des écosystèmes** - La priorité du WWF est de travailler à la préservation des régions les plus remarquables du globe. Ceci afin d'assurer la survie des espèces et des communautés dépendantes des forêts, des océans et des ressources en eau. **Réduction de l'empreinte écologique** - Chaque année, l'humanité consomme l'équivalent d'une planète et demie pour subvenir à ses besoins. Pour réduire cette empreinte, le WWF veut faire émerger des modes de production et de consommation plus écologiques et plus durables. **Promouvoir la transition énergétique** - La combustion des ressources fossiles - comme le pétrole, le charbon et le gaz - est la principale cause du dérèglement climatique. La seule solution pour fournir tout le monde en énergie, sans nuire à l'environnement, est le passage généralisé aux énergies renouvelables.

La consommation d'énergie mondiale (des transports, bâtiments, et de l'industrie) devra diminuer de 15% d'ici 2050, par rapport au niveau actuel et cela sans forcément devoir freiner le développement, surtout celui des pays en développement. Ceci implique de nombreux défis à relever, pour chacun d'entre nous. Au WWF, nous travaillons déjà pour relever ces défis. Pour utiliser l'énergie de façon plus efficace, les solutions existent, mais doivent être déployées à grande échelle. Des standards mondiaux d'efficacité énergétique doivent être mis en place pour tous les produits qui consomment de l'énergie. Ces standards devront se baser sur les technologies les plus avancées. Ils devront être régulièrement contrôlés et renforcés.

Pourquoi le WWF, spécialiste de la défense de la biodiversité, s'intéresse-t-il aux impacts du changement climatique ?

Le réchauffement global menace l'équilibre fragile des écosystèmes de notre planète et pourrait condamner un quart de toutes les espèces à l'extinction.

Les changements climatiques menacent de réduire à néant tout le travail que des organisations de protection de l'environnement comme le WWF ont accompli ces 50 dernières années. Les ours polaires font les gros titres des journaux, mais en réalité, il n'y aura guère d'espèce qui ne sera pas affectée par les changements climatiques. De nombreuses espèces risquent même de s'éteindre complètement. Même des écosystèmes entiers, tels que des récifs de corail, des habitats montagneux et d'importantes portions de forêts tropicales, comme l'Amazonie, pourraient eux aussi disparaître. De nombreux animaux et plantes qui se sont adaptés à leur environnement au cours de millions d'années deviennent très vulnérables à des variations même faibles de température et de régime de pluviosité. Le réchauffement et l'acidification des océans menacent les récifs coralliens et le krill, base de la chaîne alimentaire marine dans de nombreux endroits du monde. De grands mammifères, comme les baleines et les éléphants, sont obligés de se déplacer pour trouver de la nourriture, quittant l'abri des réserves protégées que le WWF et d'autres organisations ont mises en place au prix de nombreux efforts.

Comme nous sommes tous connectés, les êtres humains ne seront pas épargnés par les conséquences des

changements climatiques. La mission du WWF est de protéger les espèces de la planète et de créer un avenir dans lequel les êtres humains vivront en harmonie avec la nature. Il est fondamental que nous résolvions cette crise climatique et énergétique, quels que soient les choix et les défis auxquels nous serons confrontés dans cette optique.

De quelles manières le WWF lutte-t-il pour limiter les impacts du changement climatique dans les pays du Sud ? (exemples concrets)

Voici quelques exemples :

Initiative pour l'Amazonie. Avec son action «Living Amazon Initiative», le WWF entend obtenir un changement de mentalité dans la région de l'Amazonie : ne plus déboiser, mais conserver cet habitat unique.

ARPA – le plus grand projet de protection du monde. Derrière l'appellation de «Amazon Region Protected Areas Program» (ARPA) se cache le plus grand projet de protection de forêt tropicale jamais mis en œuvre. Jusqu'en 2016, 60 millions d'hectares de forêt tropicale brésilienne devraient être protégés par un vaste réseau de réserves naturelles.

Sud de l'Amazonie. La déforestation à grande échelle pour la création de pâturages

ou de surfaces de plantation menace la forêt tropicale du Sud de l'Amazonie, autrefois idyllique et peuplée de plantes et d'animaux uniques au monde. Le WWF s'engage pour qu'un changement d'attitude vienne mettre fin à cette immense vague de déforestation. Cette approche repose essentiellement sur la création d'une série de parcs nationaux et d'autres zones protégées au sud de la forêt amazonienne brésilienne, pour arrêter l'avancée des excavatrices et des tronçonneuses.

Quels sont vos critères qui permettent de mesurer l'efficacité de vos actions sur un projet ?

Le WWF ne mesure pas sa performance uniquement en termes d'objectifs stratégiques, mais aussi en termes de projets. Car seul un travail ciblé orienté dans ce sens peut lui permettre de réaliser son but. La vérification de notre performance en termes de projets se déroule en trois étapes :

1. Conception du projet : avant sa mise en application, un projet est toujours soigneusement analysé, de façon à vérifier la conformité de son but par rapport à la stratégie énoncée et aux objectifs concrets sur trois ans, et l'efficacité de sa mise en œuvre. Le WWF cherche toujours de meilleures alternatives et met en place un programme de coaching, qui lui permet de voir si le projet propose des

solutions durables aux problèmes identifiés.

2. Planification du projet : une fois l'approche décidée, le WWF met au point des indicateurs permettant de vérifier la bonne réalisation des objectifs, en se basant sur la situation actuelle comme point d'évolution. Propres à chaque projet et mesurables, ces indicateurs tiennent toujours compte de la durée du projet et de la performance exigée par les objectifs sur trois ans.

3. Réalisation du projet et évaluation : tout au long de la réalisation du projet, le WWF recueille des données semestrielles sur l'avancement de celui-ci et sur le contexte dans lequel ses activités s'inscrivent. Si nécessaire, la procédure peut être adaptée en fonction de l'analyse des données recueillies. Le WWF publie régulièrement son analyse quant à l'avancement du projet sur la page Internet dédiée. Dès avril 2016, vous pourrez accéder sur notre site Internet à une vue d'ensemble de tous les bilans de performance liés aux différents projets. Nous évaluons également les projets achevés, afin d'améliorer notre prestation pour les futures actions ●

LES ARGUMENTS
CHOC DU WWF FACE
AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE :
[HTTP://CLIMATE.WWF.CH/FR](http://climate.wwf.ch/fr)

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET COMMERCE ÉQUITABLE

*Les phénomènes météorologiques extrêmes prennent de l'ampleur et touchent particulièrement les petits producteurs du Sud. Avec son Fonds de promotion des producteurs, **claro fair trade**, partenaire des Magasins du Monde de Suisse romande, offre un soutien sur le long terme aux organisations de producteurs du commerce équitable affectés par les changements climatiques.*

En Bolivie, la coopérative de producteurs de cacao El Ceibo est confrontée depuis 2011 à un climat de plus en plus humide, qui a provoqué l'apparition de la moniliose. Ce champignon ravageur affecte les cacaoyers et provoque d'importantes pertes de récolte. Grâce aux primes du commerce équitable et au soutien de **claro fair trade**, la coopérative forme ses membres à lutter contre la maladie avec des moyens biologiques et leur donne des plantons de nouvelles variétés de cacaoyers, résistants à la monilia.

En Thaïlande, des périodes de sécheresse particulièrement longues et des pluies plus intenses entraînent d'énormes pertes dans les récoltes de riz. Pour diversifier les sources de revenus

des cultivateurs de riz, la coopérative GreenNet a développé, notamment en partenariat avec **claro fair trade**, la production de lait de coco et la culture de noix de cajou. Tant le riz que le lait de coco sont commercialisés dans les Magasins du Monde, et la première récolte de noix de cajou sera également disponible sous peu : preuve que des solutions concrètes et novatrices sont d'ores et déjà en marche ●

ANNE MONARD
MAGASIN DU MONDE
www.mdm.ch



DES ARBRES EN GUISE DE CAHIERS

Chaque quinze jours, Kouagou M'Borinati, responsable du volet agricole de Jura-Afrique Bénin, enfourche sa moto pour se rendre auprès des élèves et enseignants d'une dizaine d'écoles des environs de Tanguiéta, dans le nord du Bénin. Pascal Tarchini, président de Jura Afrique et Anne-Christine Horton, membre du comité, ont visité celles de Tchanwassaga et de Pessagou en juin dernier.

« Le reboisement c'est notre affaire »

Depuis trois ans, Jura-Afrique Bénin sensibilise les villageois à l'impact du changement climatique en s'appuyant sur le réseau des écoles. L'objectif : faire prendre conscience aux enfants et à leurs parents de l'importance de l'engagement de tous pour lutter contre la déforestation. Une approche qui commence à porter ses fruits dans les villages de Tchanwassaga et Pessagou.

De l'ombre pour la cour

À Tchanwassaga, les équipiers de Jura-Afrique Bénin remarquent un grand jardin aux alentours de l'école. Ils se renseignent et découvrent le souci des enseignants de produire de l'ombre pour la cour. Élèves et enseignants sont prêts à accueillir le programme de reboisement avec semis

de graines, création d'une pépinière, entretien des arbres et plantation d'une haie. Après une introduction théorique, chaque enfant, dès l'âge de 10 ans, devient responsable de 20 arbres à l'école et 5 à la maison. Du concret pour Daniel, Maria et Agathe qui ont bien appris leur leçon : « l'arbre attire la pluie ».

Des vitamines à la cantine

À Pessagou, c'est le souci de la qualité des ingrédients pour la sauce de la cantine scolaire qui a motivé les enseignants à faire appel à Jura-Afrique Bénin. Au jardin nutritif, les enfants apprennent à reconnaître et cultiver les plantes qui leur font du bien. En classe, ils découvrent qu'ils ne sont pas seuls à souffrir des conséquences du changement climatique. Toute la planète est concernée, mais chacun peut agir ●

ANNE-CHRISTINE HORTON

MEMBRE DU COMITÉ DE JURA AFRIQUE
www.jura-afrique.ch



INFLUENCE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR L'AGRICULTURE AU NORD ET AU SUD

La canicule du mois de juillet a permis à tout un chacun de percevoir directement les effets du changement climatique sur son quotidien. L'agriculture suisse est directement confrontée à cette réalité que ce soit en raison d'orages violents, d'excès ou de manque d'eau. Les calendriers agricoles varient de plus en plus d'une année à l'autre, cependant les effets sur la production sont encore plutôt limités.

Séchage du maïs à l'Institut Agricole d'Obala. La pratique est un élément essentiel de l'agriculture familiale



Les modèles climatiques prévoient des effets très importants sur la production agricole à l'horizon 2050. Cela aura des conséquences notables dans les pays du Sud et tout particulièrement en Afrique subsaharienne où les modèles prédisent des baisses moyennes de rendement de 17% pour le maïs et de 20% pour le riz. Les changements climatiques sont déjà aujourd'hui ressentis par les agriculteurs africains : l'alternance entre saisons des pluies et saison sèche est modifiée ce qui a un impact direct sur les calendriers agricoles avec des pertes importantes au niveau de la production.

Les effets du changement climatique sur l'agriculture seront donc beaucoup plus marqués en Afrique qu'en Europe, alors que la contribution de l'Afrique subsaharienne aux émissions des gaz à effet de serre ne compte

que pour 1% du total. Il est donc important que des pays tels que la Suisse apportent leurs contributions à la recherche de solutions en Afrique, afin de pouvoir relever les défis de l'alimentation et de contribuer ainsi à offrir des perspectives aux jeunes Africains, ce qui est le seul moyen de réduire la pression migratoire. Les actions dans ce sens de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement sont à saluer, de même que le soutien du canton du Jura, par le Service de la coopération, à l'Institut Agricole d'Obala, au Cameroun, qui investit dans la formation des jeunes agriculteurs en mettant un accent particulier sur les cultures vivrières et sur l'alimentation de la population camerounaise. ●

OLIVIER GIRARDIN

DIRECTEUR DE LA FONDATION RURALE INTERJURASSIENNE
www.frij.ch

EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE À LA TRINIDAD

Au Nicaragua, le changement climatique occasionne de hautes températures, accompagnées de pluies, qui provoquent des maladies et dégâts tels que dengue, chikungunya, malaria, eaux contenant des parasites et dommages aux cultures (riz, haricots, maïs). Ainsi, depuis trois ans, le pays est en lutte contre la dengue. A La Trinidad aussi.

Les températures élevées que nous vivons durant les mois de pluie ont provoqué la réduction des précipitations. Lorsqu'il pleut un jour, les trois jours suivants restent souvent secs et très ensoleillés. Cela provoque une importante et rapide évaporation de l'eau, l'assèchement des rivières, des trous d'eau et des sources aquifères, ainsi que des réserves d'eau artisanales. Nous faisons face chaque jour à la perte d'un liquide vital : l'eau.

Dans notre municipalité qui est nettement agricole, nous avons eu deux années suivies durant lesquelles la production s'est réduite à un unique cycle de production. Habituellement, les paysans sèment deux fois dans l'année (semilla de primera y de postera). Les pluies étant imprévisibles, souvent très courtes et très intenses, le sol s'érode et les cultures souffrent rapidement de la sécheresse consécutive pour rapide-

ment dépérir et finalement sécher complètement.

Des pratiques simples sont mises en place comme mesures de lutte contre ces phénomènes. Le Movimiento comunal nicaragüense – MCN – de La Trinidad, partenaire du Groupe Nicaragua de Delémont, avec d'autres acteurs ayant une influence dans la municipalité, assume un rôle de conscientisation et formation des producteurs sur le problème du changement climatique, de ses conséquences et des moyens de s'en prémunir. Nous mettons notamment en place des techniques simples et traditionnelles d'agriculture conservatrice : maintien de la couverture végétale sur le sol, augmentation de la capacité d'infiltration de l'eau. Nous travaillons aussi à assurer la canalisation du courant d'eau excédentaire, à éviter et réduire la contamination des eaux de surface, à augmenter et à utiliser la matière

organique du sol, à augmenter la productivité dans les fermes, à alimenter les sources d'eau par la reforestation des zones des sources avec des arbres qui absorbent peu d'eau et fixent le sol, ou encore à cultiver des arbres fruitiers dans les patios pour assurer un complément alimentaire.

Un travail de longue haleine que nous remettons sur le métier chaque année dans la plupart des 54 zones rurales habitées de la Municipalité de La Trinidad ●

**CEFERINE FUENTES CENTENO
ET JOCSAN MORENO TINOCO**

Traduction : David Cuenin
MOVIMIENTO COMUNAL
NICARAGÜENSE - LA TRINIDAD
PARTENAIRE DU GROUPE NICARAGUA
www.groupe-nica.ch

PRÉSERVER LA DIVERSITÉ DE LA FORÊT PRIMAIRE

Le projet de protection de la forêt primaire et de reforestation a pris une allure réjouissante à Madagascar. Ces trois dernières années ce sont plus de 100'000 arbres qui ont été plantés par la population locale. Les trois pépinières mises en place dans les villages ont permis de fournir quatre-vingt-dix pourcent des plants, le solde étant amené de pépinières situées sur les hauts-plateaux.



La délimitation de la forêt primaire a été matérialisée, avec les agriculteurs locaux, par la plantation de palissandres. La sensibilisation de la population a permis d'obtenir une large adhésion de celle-ci. Localement, le projet est suivi par Tahina, un jeune ingénieur agronome malgache. Dès ce printemps, plusieurs formations en agriculture ont été mises en place. De manière à optimiser les rendements agricoles sans recours à des engrais chimiques (heureusement pas encore connus dans ces villages reculés), la priorité a été donnée à des formations en compostage et en cuniculture. Celles-ci ont été suivies par six groupes de vingt personnes, choisies équitablement entre les trois villages participant au projet. Plusieurs autres types de formations

sont prévus ; culture d'espèces anti-érosion, telle le vétiver, introduction à l'agroécologie, gestion de l'eau, etc.

Parallèlement à l'amélioration des méthodes culturales, le projet de reforestation se poursuit. Il est prévu de reconstituer une forêt didactique et expérimentale composée d'essences forestières variées et de bois précieux. Celle-ci sera implantée sur une colline située au centre de la commune.

L'engouement de la population locale pour le projet et les résultats réjouissants obtenus jusqu'à ce jour nous motivent à poursuivre dans la voie retenue et à étendre le projet aux trois autres villages de la commune ●

JEAN-CLAUDE VERDON
FONDATION AVENIR MADAGASCAR
www.avenir-madagascar.ch

L'ÉNERGIE SOLAIRE, UNE ALTERNATIVE DE QUALITÉ



Pour préserver l'environnement et économiser le prix du combustible, les fours solaires font leur entrée dans certains cercles féminins au Tchad. Avec efficacité et conviction, Solange Roba, mariée et mère de trois enfants, gestionnaire et formatrice des animatrices du projet PROMOSOL, partage son enthousiasme.

Lorsque l'Etat tchadien a interdit la fabrication et la combustion du charbon à bois, ainsi que la coupe de bois vert, la population en a été bouleversée, car le gaz, alternative proposée par le gouvernement, faisait régulièrement défaut et s'avérait très dangereux dans les foyers. Un couple d'expatriés suisses nous a présenté le four solaire qui devait suffire à cuire les aliments quotidiens... sans feu, sans fagot, sans gaz, donc de façon avantageuse. Je me rappelle que cette alternative a immédiatement attiré mon attention. C'était LA solution à nos besoins. En plus, c'est notre responsabilité de protéger les forêts restantes du pays! C'est ainsi que je suis devenue l'une des animatrices en cuisine solaire les plus engagées.

Mère, amie et militante

De mes propres yeux, j'ai vu les arbres disparaître tout autour de la ville. Le désert en a profité pour mettre son pied dans la porte. C'est le cœur lourd que je rappelle cet état de fait. La plupart des animatrices que j'ai formées, qui sont responsables d'initier les femmes de leur quartier à la cuisson au four solaire, sont d'ailleurs conscientes du changement climatique et le res-

sentent personnellement : les récoltes dans les villages sont souvent la proie des caprices du temps. Les inondations, autant que les sécheresses, rendent la vie aux champs difficile. Mais qu'une seule simple femme puisse combattre ces catastrophes résonne de façon très étrange aux oreilles de mes consœurs. Cumulant la patience d'une mère, l'amour d'une amie et l'ardeur d'une militante pour l'environnement, je ne me lasse pas de répéter, d'expliquer et de les motiver à changer leurs habitudes. Au début, elles me voyaient comme une formatrice. Mais après quelques jours, je suis devenue une grande sœur ou une conseillère et c'est bien, car après la formation, j'assure un suivi, j'assiste aux formations offertes par mes animatrices, je leur rends visite et suis toujours la bienvenue. Lors des trois dernières années, 73 animatrices ont enseigné la cuisine au four solaire à plus de 2200 personnes et 650 fours ont été vendus au travers du projet PROMOSOL.

Le soleil, un cadeau

Il faut souligner aussi que le four solaire est apprécié de la femme moderne, qui peut préparer son repas tôt le matin, le déposer dans le four solaire avant de partir au travail. À son retour vers 15h, le repas est prêt. Cette façon de faire permet aussi à de nombreuses filles mariées très jeunes, et qui ont dû arrêter l'école, de dégager du temps pour reprendre une formation.

Le soleil est un cadeau merveilleux qui envoie son énergie dans chaque cour, gratuitement, et avec la même intensité, que ce soit pour le président du pays ou pour le plus pauvre de la ville ●

CHRISTIAN SIMONIN

MISSION-EVANGÉLIQUE AU TCHAD
www.mission-tchad.org

Tiré du livre «Paroles aux femmes» qui peut être commandé au secrétariat (032 493 25 46) de la Mission Évangélique au Tchad à Moutier au prix de 15 CHF, port compris.

Agenda

CONFÉRENCE « NOURRIR LA SUISSE DE DEMAIN »

Vendredi 25 septembre 2015 à Courtemelon
Organisée par la Fondation rurale interjurassienne.

6^e CONCOURS SUISSE DES PRO- DUITS DU TERROIR

*Samedi 26 et dimanche 27 septembre
2015 à Courtemelon*

Informations sur www.concours-terroir.ch.

ATELIER « MON ORGANISATION S'ESSOUFFLE... UNE FATALITÉ OU UNE CHANCE? »

*Samedi 24 octobre 2015 - 09h à 16h,
HES-SO Delémont*

Un atelier de la FICD. Quelques clés pour la gestion du changement dans votre organisation. Inscription : www.ficd.ch

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FICD

Jeudi 26 novembre 2015, lieu à définir
Notez la date dans vos agendas.

GRAND LOTO HUMANITAIRE DE L'ASSOCIATION FUSAM

*Samedi 2 janvier 2016, halle polyvalente
de Glovelier à 15 h*

13'000.- de prix, 50 tours + 1 royale.

Prochaine parution

Prochaine parution du bulletin d'information de la FICD le 05 décembre 2015. Merci de transmettre vos articles sous format "Word" avec photos avant le 2 novembre 2015, par courriel, à b.rennes@ficd.ch.

BULLETIN N°30 - THÈME :

Projets à venir et avenir des projets :

Vision des partenaires du Nord et de ceux du Sud sur l'avenir de leurs projets communs : évaluation, pertinence, autonomisation, etc.

Impressum

Le bulletin de la FICD paraît quatre fois par an.

Commission d'information :

Eugénie Bron, Emilie Vuilleumier, Jacqueline Parrat, Jean-Pierre Maître, Bruce Rennes.

Tirage total : 1000 exemplaires. Disponible sous format électronique sur www.ficd.ch.

FICD, Fédération interjurassienne de coopération et de développement

Place de la Poste 3 - 2800 Delémont 1

+41 32 422 88 36 - info@ficd.ch / www.ficd.ch

AU TCHAD, la lutte contre la désertification est le plus grand défi en matière d'environnement. Le sable gagne chaque jour du terrain. On estime que le désert avance d'environ 1 kilomètre par année. La population tchadienne qui est, dans sa grande majorité, composée d'agriculteurs et d'éleveurs, trouve de moins en moins d'espace pour cultiver ou faire paître le bétail. La désertification du pays fait aussi que les pluies sont de plus en plus rares. En 2008, le gouvernement tchadien a pris la ferme décision de lutter contre ce fléau en interdisant la coupe d'arbres et la fabrication du charbon. Il s'est aussi engagé à planter des dizaines de millions d'arbres qui amélioreront le couvert végétal. D'autres sont plantés pour créer des ceintures vertes autour de villes et villages, afin de lutter contre l'avancée du désert, comme dans la capitale N'Djamena.